Le 1er paragraphe de l'article 13 est adopté.

M. Gauthier (de Clagny) demande que les paragraphes 2, 3 et 4 soient supprimés et reportés à l'article 15.

M. Audiffred déclare que la commission examinera cette question entre les deux lectures.

M. Gauthier (de Clagny) se déclare satisfait de cette réponse dont il prend acte.

L'article 13 est adopté.

M. Aynard demande que les sommes abandonnées par les caisses de prévoyance soient réparties équitablement entre toutes les sociétés libres ou autres. Cet amendement formerait un article additionnel intercalé entre les articles 13 et 14.

M. Audiffred trouve que l'amendement est dangereux.

Il est repoussé.

L'article 14 est adopté. On arrive à l'article 15 sur les sociétés libres.

M. Audiffred présente une nouvelle rédaction donnant satisfaction à plusieurs amendements. D'après cette nouvelle rédaction, les sociétés libres pourront accepter les dons et les legs immobiliers à charge d'aliéner les immeubles dans des délais déterminés, la rédaction primitive les autorisant à accepter ou à n'acquérir que les immeubles exclusivement affectés à leurs services.

L'article 15 ainsi modifié est adopté.

M. Gauthier demande que les municipalités soient tenues à mettre à la disposition des sociétés libres un local nécessaires à leurs réunions.

M. Audiffred répond qu'un avantage est réservé aux sociétés approuvées.

M. Bertaux reproche à la Société générale de refuser l'approbation de certaines sociétés.

Le citoyen Rouanet. — C'est comme cela depuis M. Pietri. Les sociétés pouvaient s'adresser au conseil d'État.

MM. Leydet et Hubert appuient successivement l'amendement de M. Gauthier qui est repoussée.

Les articles 16 et 17 relatifs aux sociétés approuvés (modes d'approbation et facultés de recevoir et d'acquérir) sont adoptés.

Les articles 18 et 20 sont également adoptés.

La suite de la discussion est renvoyée à lundi.

M. Bussin proclame l'élection d'un vice-président.

M. Sarrien est élu par 257 voix sur 291 votants.

La séance est levée à 6 h. 10.

LA COMMISSION DE LA MARINE

(*De notre rédacteur parlementaire*)

Paris, 30 mai

La délégation de la commission extra-parlementaire de la marine chargée de procéder à une enquête dans les différents ports et établissements de la marine s'est réunie ce matin au ministère, sous la présidence de M. Bouchard.

Après quelques observations présentées par MM. Lockroy, Thomson, l'amiral Vallon et Abel, elle a fixé au mercredi 10 juin la date de sa visite au laboratoire central de l'artillerie de marine, à Sevran-Livry.

Puis viendront dans le cours des mois de juin et juillet la visite des forges de la Caussade, à Guérigny, des établissements Normand et de la Compagnie des Forges et Chantiers au Havre.

La délégation se rendra ultérieurement au port de Lorient et dans les établissements de la marine à Gavres et à Indret.

Au cours de cette séance, M. Cabart-Danneville a déposé deux projets de rapports, l'un sur les troupes de la marine et l'organisation de l'armée coloniale, l'autre sur la défense des côtes.

La délégation a commencé immédiatement l'examen du second de ces projets dont l'adoption est urgente et a renvoyé à samedi prochain sa prochaine séance.

Épouvantable Catastrophe
A MOSCOU

Moscou, 30 mai.

Au cours de la fête populaire au champ Khodynsky, une épouvantable bousculade s'est produite au moment de la distribution des vivres et des boissons. Un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants furent étouffés.

Moscou, 30 mai.

Suivant le rapport officiel de la catastrophe de la fête populaire, on avait relevé jusque 4 heures.

331 morts et 469 blessés.

L'Empereur a ordonné que chaque famille recevrait mille roubles et les frais d'enterrement seront à sa charge.

L'INSURRECTION CUBAINE

Londres, 30 mai.

On télégraphie de New-York au *Times* :

Le parti cubain à Washington continue ses efforts en vue de faire adopter la résolution Morgan concernant la reconnaissance des insurgés comme belligérants.

Le président Cleveland reste cependant inflexible.

LES

Municipalités socialistes

LE PUNCH DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

(*De notre correspondant spécial*).

Paris, 30 mai.

Je vous ai téléphoné hier un compte-rendu rapide et forcément succinct de la superbe réunion qui a eu lieu avenue de Clichy sous le Patronnage du Conseil national du Parti ouvrier français, en l'honneur des élus socialistes des 3 et 10 mai.

Voici des détails complémentaires qui ne peuvent qu'intéresser les lecteurs du *Réveil* et de l'*Égalité*.

Les Délégués

Les municipalités ou élus du Parti ouvrier étaient :

Lille, représenté par son maire Delory et Goudin, conseiller municipal ;

Calais, par Fuchs-Fafin, adjoint;

Hallemmes, par Krebs, maire;

Roubaix, par l'adjoint Lepers, qui représente également la municipalité de Croix ;

Fourmies, par les deux conseillers Morel et Cousin-Corbier ;

Montluçon et les municipalités socialistes des environs, par Dormoy, maire de Montluçon ;

Roanne, Le Cateau, Lagresle, Jarnosse, par Augé maire de Roanne ;

La Ciotat, par Antide Boyer, député ;

Marignane, Istres et différentes communes des Bouches-du-Rhône, par Carnaud, député ;

Ivry-sur-Seine, par le maire Roussel, entouré de ses adjoints et de presque tous ses conseillers municipaux ;

Narbonne, par le citoyen Penaud, conseiller municipal.

Cette, par le citoyen Lejard, conseiller municipal :

Bury (Oise), par le citoyen Vaillant ;

Vanves et Vitry, par plusieurs conseillers municipaux.

Les municipalités de Marsillargues (Hérault) et Cours (Rhône) ont spécialement donné mandat au citoyen Jules Guesde de les représenter ; la municipalité d'Huriel (Allier) a chargé de ce soin le citoyen Paul Lafargue ; celle de Cordes (Tarn) a donné le même mandat au citoyen Vigneau, membre de l'Agglomération parisienne ; le groupe socialiste du Conseil municipal de Bordeaux a mandaté le citoyen Lamaison.

Des télégrammes d'adhésion sont, en outre, envoyés au Conseil national du Parti ouvrier français par les municipalités ou minorités socialistes de Lyon, Nantes, Breteuil, Esquennoy, Méru, Mesnil-Théribus, Grenoble, Agen, Lunel Saint-Hippolyte-du-Fort, Thizy, Saint-Christol-les-Alais, etc.

Le Discours de Jules Guesde

J'ai analysé rapidement, dans ma correspondance d'hier, l'admirable discours prononcé par Jules Guesde. Il est nécessaire de revenir sur ce morceau de haute éloquence qui a produit une impression considérable :

Le citoyen Guesde, après avoir salué, au nom du Conseil national, les représentants des municipalités du Parti, expose les résultats des scrutins des 3 et 10 mai. Les voix réunies par le Parti dépassent 300.000, c'est-à-dire qu'elles ont doublé depuis 1892 ; les élus sont au nombre de plus de 1,500.

Non seulement nous conservons — ce qui est plus difficile que de prendre — Roubaix, La Ciotat, Montluçon, Cours etc. mais nous nous sommes emparés de Calais, Lille, Fourmies, Croix, Hellemmes, Cette, Marsillargues, Saint-Hippolyte-du-Fort, Sainte Savine, etc. [illegible] avec le programme intégral du Parti, dans les conseils municipaux de Lyon, Nantes, Rochefort, Grenoble, Agen, le Havre, Wignehies, Bordeaux, Libourne, etc.

Et ces succès, remportés contre la coalition de tous les partis bourgeois, les sacristies et les loges ayant fait presque partout liste commune contre le « péril collectiviste », ce qui en augmente considérablement la portée.

C'est donc une très grande victoire que nous célébrons ce soir et qui n'est pas limitée aux frontières mêmes de notre organisation.

Grâce, en effet, à cette « union socialiste » dans laquelle, tout en maintenant l'autonomie du Parti, nous sommes entrés dès le début et qui, à en croire quelques-uns, devait mettre en péril l'intégralité de nos revendications, les données essentielles du socialisme se sont de plus en plus imposées à nos voisins de lutte, de socialistes de nom obligés de devenir peu à peu des socialistes de fait.

C'est ainsi que parmi ceux qui se réclament du nouveau parti, même lorsqu'ils se placent à son aile droite, on ne discute plus aujourd'hui ni sur notre but nécessaire : la socialisation de toutes les forces de production ayant déjà revêtu la forme capitaliste, ni sur notre moyen : la conquête du pouvoir politique par un prolétariat organisé.

Il n'en est pas autrement de notre internationalisme, qui a dû être accepté comme la condition même de l'évolution dans le présent et dans l'avenir, en même temps que le drapeau rouge arboré par les travailleurs du monde entier au-dessus des drapeaux nationaux s'imposait comme l'emblème et le gage de la prochaine unité humaine.

En présence de pareils résultats, nous ne pouvons que rester fidèles à la double tactique qui nous les a donnés. Parti ouvrier nous sommes, Parti ouvrier nous devons rester, faisant directement l'éducation collectiviste des masses, empêchant qu'on ne les égare dans les chemins de traverse de réformes aussi difficiles à atteindre qu'illusoires dans leurs effets.

Parti intégrant de l'Union socialiste nous sommes et partie intégrante nous devons rester puisque à notre champ d'action elle ajoute pour nos idées un nouveau champ d'infiltration.

Il n'y a qu'un parti qui ait triomphé les 3 et 10 mai, c'est le nôtre, c'est le Parti ouvrier !

La péroraison de ce discours est accueillie par plusieurs salves d'applaudissements enthousiastes.

DÉCLARATION
LUE PAR PAUL LAFARGUE
au nom du Conseil National

Après le magistral discours de Guesde, Paul Lafargue prononce quelques paroles pais, au nom du Conseil National du Parti Ouvrier Français, il donne lecture de la déclaration suivante qui précise nettement le sens et la portée des succès du Parti aux élections des 3 et 10 mai.

Les élections municipales dernières ont justifié toutes les craintes de la réaction capitaliste qui ne s'est acharnée pendant des semaines contre le ministère Bourgeois que pour peser sur le suffrage universel et essayer de retenir le pouvoir municipal qu'elle sentait pour la première fois lui échapper. Et, bien que le dernier homme d'État du radicalisme ait prêté la main à ce complot en franc-tireur, la veille de la bataille, comme un simple Casimir-Périer et en livrant la place à l'ennemi, la poussée socialiste a été si irrésistible que, malgré le nouveau gouvernement de combat, le 3 et le 10 mai ont été pour notre cause des journées victorieuses.

En même temps que, dans les grands centres industriels de France, notre Parti ouvrier s'installait en maître dans les hôtels de ville arrachés à la classe patronale, il pénétrait dans les plus petites communes rurales, révolutionnées et acclamant comme l'unique sauveur ce socialisme que pendant si longtemps on les avait habituées à tenir pour l'ennemi.

Cette nouvelle et éclatante victoire comporte différents ordres de conséquences.

La première, c'est l'impérieuse nécessité de maintenir et de resserrer l'union entre toutes les forces franchement socialistes, à l'effet d'être en mesure de faire face aux éventualités qui se rapprochent et de préparer la voie à cette dictature du prolétariat en dehors de laquelle il ne saurait y avoir de transformation sociale et d'ordre nouveau.

Une autre conséquence, non moins évidente, c'est l'excellente posture dans laquelle se trouve placé le Parti ouvrier pour les élections générales de 1898. Nos succès municipaux ont toujours été la promesse et le gage de nos triomphes législatifs. C'est ainsi que nos luttes communales de 1892 ont préparé et amené l'explosion socialiste de 1893.

Le passé nous répond de l'avenir, de cet avenir que notre Parti ouvrier a droit de considérer comme en grande partie son œuvre, si, nous reportant en arrière, nous nous rappelons ses débuts, alors que, il y aura bientôt vingt ans, l'idée qui met aujourd'hui en mouvement des centaines de milliers d'hommes ne vivait et n'agissait que par une poignée de convaincus que l'on traitait couramment de fous quand on ne les traitait pas comme les pires ennemis de la République.

C'est en effet notre jeune Parti ouvrier qui, à travers les persécutions et les calomnies, au prix même d'un déchirement qui, pour être périlleux, n'en était pas moins nécessaire, donnait au Havre, en 1880 et maintenant au prolétariat français son premier programme de classe que nos adversaires, par ignorance ou par politique, ont été depuis et seront de plus en plus obligés d'avaler morceau par morceau.

C'est lui qui, en 1891, forgeait pour nos batailles municipales cette arme merveilleuse qui est le programme de Lyon.

C'est lui qui, un an plus tard, à Marseille, inaugurait la conquête méthodique de nos populations rurales au moyen de ce programme agricole que ne lui a pas encore pardonné l'oligarchie capitaliste mortellement atteinte dans son armée de réserve.

C'est lui enfin qui, à Romilly, il y a quelques mois, étendant sa propagande et sa protection aux déshérités de la mer, a pensé à les grouper autour de leurs besoins et de leurs revendications formulées en programme maritime.

Aucun de ses efforts, dont tous les membres du Parti ont le droit d'être fiers, n'a été perdu. Là même où ce n'est pas notre organisation qui est restée maîtresse du champ de bataille, ce sont nos idées qui ont triomphé, s'imposant à ceux qui nous combattaient hier encore et s'infiltrant de plus en plus dans toutes les cellules de la nation appelée, sous le coup des événements, à se réveiller un de ces jours collectiviste comme elle s'est réveillée républicaine en 1879.

Vive le Parti ouvrier !

Vive la Révolution sociale !

Ce soir je vous donnerai téléphoniquement un compte-rendu rapide du banquet qui doit avoir lieu à la Porte-Dorée, avenue Daumesnil, sous la présidence du citoyen Millerand, assisté de nos amis Jules Guesde et Jaurès, et dont notre éminent collaborateur, le député de Carmaux, entretenait hier vos lecteurs.

LE BANQUET
des Municipalités Socialistes

Paris, 31 mai, 2 h. matin.

Le banquet a eu lieu ce soir à St-Mandé, sous la présidence du citoyen Millerand, député de la Seine. A sept heures la foule est énorme aux alentours de la Porte-Dorée : les élus socialistes qui arrivent par petits groupes sont salués à leur passage par des applaudissements et des cris répétés de Vive la Sociale.

Jules Guesde est particulièrement acclamé.

A 8 heures, le citoyen Millerand prend place à la table, ayant à ses côtés le citoyen Flaissières, maire de Marseille et notre ami Delory, maire de Lille. Auprès d'eux se placent les citoyens Pierre Baudin, Fusch, adjoint au maire de Calais, Jules Guesde, député de Roubaix, Jaurès, député de Carmaux, Lepers, adjoint au maire de Roubaix, Dormoy, maire de Montluçon, Lachambardi, président du Comité Millerand, Vidal, adjoint à la Seyne.

Paschal-Grousset, Pierre Richard, Dufour, maire d'Issoudun, Tuillet, maire d'Agen, Lucipia, conseiller municipal de Paris, Auger, maire de Rosnes, Krauss, de Lyon, Calvignac, maire de Carmaux, Landrin, conseiller municipal de Paris, Baudin, Clovis Hugues, Gérault-Richard, députés, etc.

La salle du banquet est magnifiquement décorée. Les murs sont couverts de trophées de drapeaux tricolores. A l'une des extrémités de la salle se trouve un buste de la République portant une écharpe rouge. Plus de six cents de nos amis se pressent dans l'immense salle.

Les municipalités représentées au banquet se décomposent ainsi : 35 municipalités collectivistes, 10 municipalités socialistes indépendantes et 45 municipalités où les élus du Parti Ouvrier Français ont pu pénétrer.

Une centaine de municipalités socialistes ont envoyé des télégrammes d'excuse, regrettant de ne pouvoir prendre part à cette grande manifestation.

Pendant toute la durée du banquet la plus grande animation n'a cessé de régner. Au dehors la foule est toujours de plus en plus considérable.

Quand l'heure des discours et des toasts est arrivée, le citoyen Hayaud, président du Comité socialiste du 10e arrondissement, prend le premier la parole. Il prononce une courte allocution qui est vivement applaudie. Le citoyen Hayaud souhaite la bienvenue aux délégués des municipalités socialistes qui ont répondu à l'appel du Parti National Français.

A son tour le citoyen Paschal Grousset prend la parole : « Je lève mon verre, dit-il, à tous ceux qui sont ici, à tous les absents qui n'ont pu venir, enfin je lève mon verre à la fédération de toutes les municipalités socialistes, à l'avant garde de la fédération des peuples. »

Le toast du citoyen Paschal Grousset est salué par des applaudissements frénétiques et par les cris de Vive la Commune!

Le citoyen Millerand succède à Paschal Grousset. Quand le député de Paris se lève, des acclamations partent de toutes parts. On applaudit à tout rompre. Quand le silence s'est rétabli, Millerand prend la parole.

Discours du citoyen Millerand

Le citoyen Millerand commence par démontrer la nécessité de l'union socialiste et la discipline socialiste surtout dans les élections. Le candidat pour lequel le suffrage universel ne se prononce pas au premier tour doit se retirer devant le concurrent le plus heureux.

Parlant ensuite de la nécessité d'un programme sérieux il a exposé les grandes lignes de l'idée socialiste, qui, dit-il, se résume tout entier dans la volonté énergique d'assurer à chaque être au sein de la société le développement intégral de sa personnalité.

Ce qui explique nécessairement deux conditions : l'appropriation individuelle des choses nécessaires à la sécurité et au développement de l'individu.

C'est-à-dire la propriété. Ensuite la liberté qui n'est qu'un mot s'il n'a pour base et pour sauvegarde la propriété.

Le citoyen Millerand rend hommage au suffrage universel qui est le seul instrument dont les socialistes veulent se servir pour triompher.

Il montre ensuite comment le régime capitaliste doit aboutir également au collectivisme car la seule prétention des socialistes est qu'au fur et à mesure que se constituent les immenses propriétés capitalistes qui tuent la petite propriété sociale se substitue à la propriété capitaliste.

N'est pas socialiste quiconque n'accepte pas le principe de cette substitution. L'État en nous poliant une distribution d'eau, de force motrice, de transport, etc., donne déjà l'exemple du collectivisme. C'est le plan de la société idéal et complet.

Il vise à assurer à chaque être par une transformation bienfaisante et d'ordre exclusivement naturel, ces deux biens jumeaux, liberté et propriété que leur ravit la fatalité du régime capitaliste.

Pourquoi sommes-nous recours à la force nous ne nous adressons qu'au suffrage universel. Nous ne réclamons que le droit de la persuasion et personne ne nous prêtera l'intention bouffonne de recourir aux moyens révolutionnaire pas même le Sénat que des ministres radicaux animés par la volonté moins vacillante eussent suffi à réduire à la raison.

Le citoyen Millerand proteste contre le sens donné au mot internationalisme, les socialistes sont aussi Français et patriotes.

En se résumant le citoyen Millerand caractérise ainsi le programme socialiste : intervention de l'État pour faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national des diverses catégories des moyens de production et d'échange au fur et à mesure qu'ils deviennent mûres pour l'appropriation sociale.

La conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel, l'entente internationale des travailleurs à l'heure où la France, écœurée de 13 années d'impuissance et de corruption opportuniste demande au gouvernement le progrès, la liberté et la justice.

Le parti socialiste constitué se présente à elle, dit le citoyen Millerand. « En terminant, citoyens, je lève mon verre à l'union du parti, à la conquête par le socialisme des pouvoirs publics, au triomphe de la République Sociale ».

Le superbe discours du citoyen Millerand a été fréquemment interrompu par des salves d'applaudissements. Quand il termine, tous les assistants se lèvent et font au député de Paris une chaleureuse ovation. Toutes les mains se tendent vers lui. L'enthousiasme est à son comble.

Après Millerand, le citoyen Ed. Vaillant prend la parole au nom du Comité central révolutionnaire, souhaite la bienvenue aux élus socialistes des départements : il s'étend ensuite longuement sur l'union nécessaire des socialistes pour faire triompher le programme socialiste internationaliste.

Le citoyen Prudent Dervillers, conseiller municipal de Paris, parle ensuite au nom de la Fédération des Travailleurs socialistes de France.

Discours de Jaurès

Jaurès prend ensuite la parole.

Je suis heureux, dit-il, de voir l'empressement qu'ont mis les municipalités socialistes à venir fêter ici les succès obtenus dans les dernières élections par le prolétariat.

Ces succès sont d'autant plus beaux que la bourgeoisie capitaliste qui avait devant elle un parti naissant, ne croyait pas à son succès.

La ferme volonté du prolétariat vient de montrer à nos adversaires ce que pourra le prolétariat le jour où il sera complètement ressaisi et ce que peut faire le peuple.

Il vient de leur montrer qu'il ne veut pas pour la troisième fois être étouffé par la bourgeoisie capitaliste et leur prouver qu'il est prêt à remporter une victoire bien plus grande.

Oui, il y a un parti nouveau qui se dresse et qui brise que tout ce que les conservateurs ont érigé, en s'abritant derrière les vieux dogmes et la vieille propriété capitaliste. Le citoyen Jaurès dit qu'il faut instituer la propriété sociale qui détruira toutes les utopies et qui donnera la liberté au peuple.

Les conservateurs qui ont élevé une société de mensonges et de corruption, qu'ils n'osent pas avouer, changent de titres et s'appellent progressistes. Tous ces titres ils ne nous font pas peur car s'ils ont changé d'étiquettes, ils n'ont pas changé de principe.

Le citoyen Jaurès continue son discours au milieu d'applaudissements frénétiques.

A l'heure où nous mettons sous presse, la fin du compte-rendu ne nous est pas encore parvenu.

Demain nous reviendrons sur cette imposante manifestation. Nous la compléterons et la communiquerons.

Disons cependant que l'effet en a été considérable.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES

LES GRÈVES A TOURCOING

TOURCOING, 30 mai.

Une entrevue devait avoir lieu hier vers 4 heures de l'après midi, entre ouvriers et patrons, en présence de M. le juge de paix.

A la délégation des ouvriers qui s'est présentée M. le juge de paix a communiqué une lettre émanant du syndicat des entrepreneurs.

De cette lecture nous extrayons les passages suivants qui donnent toute la mesure du cynisme de certains patrons :

« En effet, après trois semaines que dure la grève nous avons dû pourvoir aux besoins les plus pressés en embauchant des ouvriers étrangers ; il nous sera donc impossible de reprendre chez nous tous les ouvriers encore en grève ».

Les patrons conclurent en ajoutant qu'ils ne jugent pas utile de se déranger.

C'est égal ils se prennent à leur aise ces messieurs avec cette fameuse loi sur l'arbitrage dont M. Dron parle si volontiers.

Malgré quelques défections déplorables la grève continue et les ouvriers ne semblent pas encore prêts à abandonner la lutte.

Les nombreux secours parvenus ces jours derniers permettent aux grévistes d'envisager la situation avec confiance.

AUX MINES DE LENS

LENS, 30 mai.

Samedi après-midi, l'ouvrier mineur Edmond Morel, âgé de 25 ans, était occupé dans une des galeries de la fosse numéro cinq des mines de Lens lorsque soudain il fut surpris sous un éboulement de charbon. Dégagé aussitôt par ses camarades, Morel fut remonté au jour et transporté à son domicile rue St-Antoine. L'état du blessé est très grave, on entre d'une profonde blessure à la tête il se plaint de douleurs internes, ce qui laisse peu d'espoir de le sauver.

LE DRAME D'ŒUF

ŒUF, 30 mai.

Le parquet de St-Pol, composé de MM. d'Oresmieulx, juge d'instruction; Planque, médecin-légiste, et Lédé, commis-greffier, s'est transporté à Œuf, théâtre du drame que nous avons narré dans un de nos précédents numéros.

M. Planque a fait l'autopsie du cadavre : il n'a pu déclarer avec certitude si la victime était morte avant de tomber dans le puits.

Une des blessures constatées sur le cadavre est assurément due à un violent coup de bâton. Une autre, à la tête, très profonde a été produite par la chute du corps frappant contre une pierre du puits.

Plusieurs personnes ont, à propos de cette affaire, mis en cause M. Rayen fils il ne semble pas que la justice attache la moindre créance à cette version.

Les Coulisses de l'Hôtel-de-Ville
A LILLE

LA STATUE DE FAIDHERBE

La lettre suivante a été adressée à M. le Directeur des Travaux de la Ville :

Paris, 23 mai 1896.

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous sommes à présent en possession de tous les modèles composants le monument du général Faidherbe, il nous est donc possible de nous fixer d'une manière définitive la date de la livraison de ce travail pour les premiers jours de septembre.

Cependant pour être bien certains de ne pas vous manquer de parole, nous nous voyons forcés de vous demander de ne pas fixer l'inauguration avant le 10 septembre, mais vous pouvez être assuré que pour ce qui nous concerne, le monument sera mis en place pour cette date.

Nous disons pour ce qui nous concerne parce qu'il y a un travail de maçonnerie à faire à l'extérieur du socle en bronze et que ce travail incombe à l'architecte, mais nous nous entendrons avec M. Pajol pour qu'il n'y ait pas de retard de ce côté.

Veuillez agréer, etc.

Signé : THIÉBAUT.

Enfin ? Faidherbe aura donc sa statue... On commençait à désespérer. Nous enregistrons cette nouvelle avec satisfaction, persuadés qu'elle sera accueillie avec plaisir par les nombreux admirateurs de l'ancien commandant en chef de l'armée du Nord.

ADRESSE DE REMERCIEMENTS

La société de gymnastique l'*Espérance*, de Moulins-Lille, adresse la lettre suivante au citoyen Delory, maire de Lille :

Monsieur le Maire,

La société de gymnastique et d'armes l'*Espérance*, de Moulins-Lille, a l'honneur de remercier le Maire de Lille d'avoir délégué un conseiller municipal pour recevoir la société qui a remporté un succès si éclatant à Chartres. Jamais la société l'*Espérance* n'avait été reçue à la Mairie après un concours. Nous remercions aussi le citoyen Bergot, conseiller municipal, de l'allocution prononcée pour la société, et du toast porté à notre chef. Nous espérons que notre société deviendra toujours plus vaillante et plus forte.

Nous vous adressons de nouveau tous nos remerciements et nous crions :

Vive le citoyen Delory !

Vive l'Union !

Vive le citoyen Bergot !

Vive la nouvelle Municipalité !

Pour la Commission, le secrétaire
R. DARRAS.

9

LE

PRIX DU SANG

PAR

Alexis Dumas

PREMIÈRE PARTIE

II

Le déjeuner de la portière

Au cinquième étage d'une maison de la rue des Martyrs, dans une petite chambre misérablement meublée, un jeune homme fume, nonchalamment étendu dans un vieux fauteuil délabré.

Il peut avoir vingt-cinq ans.

Couché à ses pieds, un chien de l'espèce dite caniche, le museau allongé sur ses pattes de devant, suit d'un air piteux les capricieux méandres de la fumée qui s'échappent de la pipe de son maître.

Le jeune homme se nomme Justin Blaireau.

Le caniche répond au nom de Figaro.

Blaireau tient un vieux bouquin historié de taches de toutes sortes et en tourne les feuillets en bâillant.

— Parbleu, dit-il enfin en rejetant le livre avec humeur, l'invasion des Francs, voilà une distraction intéressante pour un estomac affamé ! C'est son gousset qui l'appelle l'invasion des Francs... Trente et un, misère en Prusse, comme dit la mère Camus et quand elle joue au loto ; je voudrais bien déjeuner.

Figaro releva son museau et fit une grimace significative en montrant des dents aiguës.

— Toi aussi, mon pauvre Figaro, tu attends avec impatience les brides de mon festin.

Mais Figaro, loin d'être affriandé par cette promesse implicite, se releva brusquement et se mit à flairer le vent dans la direction de la porte.

Un pas pesant faisait gémir les marches de l'escalier avec un bruit sourd.

Un grognement plaintif de caniche y répondit.

— Oh ! oh ! murmura Blaireau, à la légèreté de ce pas et à l'air contrit de Figaro, je soupçonne la présence de la mère Camuset.

Figaro, la queue entre les pattes et les oreilles basses, était allé se blottir tout penaud dans un coin obscur, où il se fit le plus exigu possible.

Il avait eu plus d'une fois maille à partir avec le terrible balai de l'irascible portière.

La mère Camuset se vengeait sur Figaro des chagrins dont Blaireau l'abreuvait quotidiennement.

Le rapin, — Blaireau occupait cette position sociale, — était la terreur des propriétaires et la bête noire des tireuses de cordon.

Il y avait près d'un an qu'il était le voisin de Georges Lambert et son installation dans la rue des Martyrs avait pris les proportions d'un véritable événement.

Le propriétaire de cet immeuble était un ex-épicier, homme fort débonnaire, mais non moins rapace, et qui exigeait que ses locataires payassent d'avance.

Lorsque la Camuset fit connaître cette condition à Blaireau, celui-ci dessina sur ses lèvres son plus gracieux sourire, et demanda l'adresse du propriétaire afin d'aller sur-le-champ chercher la quittance.

Le sourire ôta toute défiance à la mère Camuset, qui livra imprudemment l'adresse de l'ex-épicier.

Le lendemain, Justin Blaireau, flanqué de Figaro, portant entre ses dents une boîte carrée, se présentait chez l'ancien débitant de denrées coloniales.

— Monsieur, lui dit-il crânement le feutre sur l'oreille, vous m'avez insulté.

— Moi, fit l'ex-épicier interdit

— Vous, monsieur !

— Je ne vous ai jamais vu.

— C'est votre pipelet qui m'a insulté, et ses paroles sont les vôtres.

— Eh bien ?

— Eh bien ! exiger que je vous paie d'avance un terme, c'est montrer une défiance injurieuse dont je vous recuserais de me donner satisfaction.

Puis se tournant vers le caniche :

— Ici Figaro ! Apportez les pistolets.

Figaro comprenant l'importance de sa mission, fit majestueusement quelques pas en avant et déposa ce qu'il tenait entre ses mâchoires au pied de son maître.

C'était la boîte à couleurs du rapin ; mais l'ex-épicier ne se douta pas de la supercherie.

De cramoisi qu'il était naturellement, il devint jaune citron.

Blaireau fit le geste d'ouvrir la boîte.

— Comme offensé, reprit-il, j'ai le choix des armes. Si cependant le pistolet vous était par trop désagréable, j'accepterais l'épée avec plaisir ; j'y suis de première force.

Et d'un air féroce, il poussa une botte qui vint frapper l'ancien marchand de mélasse en pleine poitrine.

— Monsieur, s'écria la pauvre propriétaire, je n'ai pas voulu vous offenser, je vous le jure ; et la preuve, c'est que je renonce à mes prétentions.

— Fort bien ; mais comme il me faut une réparation, je ne vous paierai mon terme que tous les trois mois. Cette marque de confiance de votre part pourra seule faire oublier votre mauvais procédé.

L'ex-épicier était poltron, cela va sans dire. Un esclandre aurait peut-être conduit Blaireau en police correctionnelle, mais cet esclandre eut rendu l'infortuné propriétaire la table du quartier.

Il promit tout ce que le rapin voulut.

Voilà comment Justin Blaireau devint un des locataires de l'immeuble soumis à la surveillance de la mère Camuset.

Le flair de Figaro ne l'avait point trompé. A peine était-il blotti dans un coin que la porte s'ouvrait violemment et livrait passage à la portière.

Elle était flanquée de son éternel balai.

Figaro sentit son poil se hérisser. Il aurait bien voulu geindre, mais c'était un animal trop intelligent pour trahir sa présence par un soupir intempestif.

Il rengaina le grognement prêt à s'échapper de son gosier.

La mère Camuset avait cinquante ans. C'était une petite femme d'un embonpoint redoutable, haute en couleur et montrant sous un nez anguleux des dents saillantes qui dépassaient démesurément la lèvre supérieure.

Cette lèvre elle-même était émaillée d'une paire de moustaches dont plus d'un écolier aurait envié la possession.

La mère Camuset tenait à la main un dessin au crayon.

A son entrée, Blaireau se mit à chanter :

C'est ici, le séjour des Grâces.

— Brigand, dit-elle à Blaireau, vous voulez donc me faire dépérir à petit feu ! Voilà un tour de votre façon.

Elle lui montra le dessin.

C'était la charge de l'honorable Camuset.

Au-dessus on avait écrit :

« Pénélope Camuset, portière, montre ses dents qu'elle n'a plus, fait les commissions, les cancans et tout ce qui concerne son état. »

En ouvrant le matin la porte de l'allée donnant sur la rue, la Camuset avait trouvé toutes les commères du quartier réunies sur le trottoir autour de la caricature audacieusement collée sur le mur de la maison.

Or, l'irrévérencieux Blaireau, le rapin maudit, pouvait seul avoir commis une énormité semblable.

Blaireau prit un air indigné.

— Comment ! s'écria-t-il, vous avez des artistes dans votre maison, et vous confiez à d'autres la reproduction de vos augustes traits.

— Massacre ! hurla la portière en brandissant son balai, où est son gueux de chien, que je l'extermine ?

Et elle roulait des yeux furibonds de tous côtés.

Mais Figaro n'avait garde de broncher.

Blaireau, un crayon à la main, faisait des retouches au dessin, exagérant encore les parties, hélas ! trop saillantes, du malencontreux profil de la concierge.

— Là, dit-il, voici qui est plus ressemblant, nous vous mettrons l'année prochaine à l'Exposition, maman Camuset.

Pour le coup, la portière n'y tint plus. Elle leva son balai sur le rapin.

En voyant la fureur de son ennemie se fourvoyer sur un autre, et cet autre était son maître, Figaro ne put retenir un petit cri de colère.

— Ah ! le gredin, s'écria la portière, je le trouve enfin.

(*A suivre.*)